

Plus de trois ans après le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les tentatives de négociation entre les deux belligérants peinent à aboutir. Ils coopèrent cependant sur un point : les échanges de prisonniers, notamment grâce à la médiation des Émirats Arabes Unis. Cette petite fédération de principautés du Golfe se place comme puissance diplomatique au cœur des négociations humanitaires russo-ukrainiennes. Cet article examine les tenants et aboutissants du rôle joué par le dirigeant émirati Mohammed ben Zayed Al Nahyane dans les échanges de prisonniers Kiev-Moscou depuis le début du conflit.



Depuis sa création en 1971, la fédération des Émirats arabes unis (ÉAU) évolue sur la scène internationale en tant que puissance économique, part inhérente de son identité de pétromonarchie. Mais depuis quelques années, elle brigue également un rôle de puissance diplomatique, dont les qualités de médiation apparaissent de plus de plus lors des conflits actuels, en particulier au cœur des échanges de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine.



L'essor de la diplomatie émiratie

Huitième plus gros producteur de pétrole au monde¹, l'alliance de sept émirats est depuis longtemps associée à l'image flamboyante de Dubaï et ses projets architecturaux ambitieux. Toutefois, depuis 2011, la capitale fédérale, Abu Dhabi, sous l'impulsion du prince héritier Mohammed bin Zayed Al Nahyan (MBZ), a adopté une véritable politique de puissance qui a éclipsé l'audace de Dubaï. En l'espace d'une quinzaine d'années, les Émirats arabes unis sont devenus un acteur diplomatique dont le rayon d'action dépasse le régional pour se porter en Asie et en Afrique. Ils ont notamment joué un rôle clé dans le processus de paix entre Érythrée et Éthiopie en 2018, ont tissé des relations étroites avec le Conseil militaire de transition au Soudan et se rapprochent sans cesse de la Chine. Des références qui en font un interlocuteur de choix pour Kiev et Moscou.

Les Émirats arabes unis, un intermédiaire impartial ?

Depuis le début de la guerre russo-ukrainienne, les EAU arborent une posture ambivalente. À l'image des autres monarchies du Golfe, ils se sont abstenus de voter lors de la condamnation de l'invasion russe par l'ONU en février 2022, mais ont tout de même voté en faveur des résolutions appelant à la fin du conflit. Ils fournissent une aide financière et humanitaire à l'Ukraine, tout en faisant bloc avec comme la majorité des pays du Sud pour s'opposer aux sanctions économiques contre la Russie. Une géopolitique d'équilibriste, mais qui leur permet, somme toute, de faire figure d'interlocuteur relativement neutre et donc acceptable par les deux parties.

¹ « Réserves mondiales de pétrole ». *Planète Energies*, 25/08/2022 [consulté le 27/02/2025]. Disponible sur : <https://www.planete-energies.com/fr/media/chiffres/reserves-mondiales-petrole>.

Cependant cette neutralité apparente est remise en question par la comparaison des relations que les ÉAU entretient avec chaque belligérant. D'abord la Russie : MBZ cultive avec Vladimir Poutine des liens de longue date, du fait de leur collaboration au sein de l'OPEP+² et de sa proximité avec la Tchétchénie³. De plus, depuis 2022, Dubaï fait office de sanctuaire pour les oligarques russes et leurs investissements visés par les sanctions occidentales⁴. Son système financier flexible et son secret bancaire permettent de déplacer discrètement leurs fonds et le marché florissant de l'immobilier facilite une reconversion rapide de l'argent en biens immobiliers luxueux. D'un point de vue régional, les ÉAU ont tout intérêt à rester dans les bonnes grâces de la Russie du fait de son alliance avec l'Iran, dont la montée en puissance inquiète le Moyen Orient⁵. Par ailleurs, ils cherchent à réduire leur dépendance stratégique vis-à-vis des États-Unis, premiers contributeurs au développement de leur armée via des partenariats reposant sur un accord de coopération de défense (renouvelé en 2017 pour 15 ans). Mais l'inaction de Washington face aux frappes de drones iraniens en 2019 (sous Trump I) pousse les Emirats à prendre leurs distances, d'autant plus depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche.

En comparaison, les relations ÉAU-Ukraine paraissent bien moins conséquentes, notamment du fait de leur nouveauté : elles ont été établies en 1992 mais n'ont vécu un développement significatif qu'à partir de 2013 avec l'ouverture de l'ambassade émiratie à Kiev. La coopération économique a été renforcée entre les deux pays par la signature le 17 février 2025, d'un Accord de Partenariat Économique Global qui opère la libéralisation des relations commerciales et économiques entre les deux pays.⁶

MBZ comme arbitre du dialogue Russie-Ukraine

² L'OPEP+ est une alliance élargie regroupant les pays membres de l'OPEP et dix autres producteurs de pétrole, dont la Russie, visant à coordonner leur production pour influencer les prix du marché.

³ FILIU, Jean-Pierre ? « Les liaisons dangereuses des Émirats avec des ennemis déclarés de la France ». *Le Monde* [en ligne], 13 décembre 2020 [consulté le 28/03/2025]. Disponible sur : <https://www.lemonde.fr/blog/filiu/2020/12/13/les-liaisons-dangereuses-des-emirats-avec-des-ennemis-declares-de-la-france/>.

⁴ FILIU, Jean-Pierre « Les Émirats arabes unis au défi de l'Ukraine ». *Le Monde* [en ligne], 19 mars 2022 [consulté le 28/03/2025]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/un-si-proche-orient/article/2022/03/19/les-emirats-arabes-unis-au-defi-de-l-ukraine_6118254_6116995.html.

Les Émirats se sont publiquement impliqués dans la médiation russo-ukrainienne à partir de janvier 2024, où ils ont négocié un échange de prisonniers pour la première fois. Depuis ils ont permis la libération de plus de 1000 prisonniers au total, le dernier datant de février 2025⁷. Pourtant chaque dirigeant est resté on ne peut plus fermé au dialogue avec l'adversaire. D'un côté Volodymyr Zelensky est tenu par son décret d'octobre 2022 qui exclut toutes négociations avec Vladimir Poutine tant qu'il conserve le pouvoir. De l'autre, ce dernier refuse de traiter avec son homologue ukrainien qu'il juge illégitime en raison du report de l'élection présidentielle ukrainienne de mars 2024.

Ces échanges ont pourtant bien eu lieu, ce grâce à l'intervention des Émirats Arabes Unis, saluée par les deux belligérants.⁸ Cette médiation est principalement portée par MBZ qui joue les intermédiaires à travers des rencontres confidentielles, s'entretenant tour à tour avec le maître du Kremlin⁹ et le président ukrainien¹⁰.

Une médiation menacée par l'intervention américaine

Cette médiation est l'occasion pour la fédération des ÉAU de se positionner comme puissance diplomatique pragmatique. Elle lui permet également de diversifier ses alliances, évitant les inconvénients d'une dépendance excessive aux États-Unis.

⁵ France24 [en ligne], publié le 26/02/2025, [consulté le 28/03/2025]. Disponible sur : <https://www.france24.com/fr/asi-pacifique/20250226-nucl%C3%A9aire-iranien-hausse-rapide-stock-uranium-hautement-enrichi-60-pr%C3%A9occupe-aiea>.

⁶ « UKRINFORM » [en ligne], 17/02/2025 [consulté le 28/03/2025], disponible sur : <https://www.ukrinform.fr/rubric-economy/3961102-lukraine-et-les-emirats-arabes-unis-signent-un-accord-de-partenariat-economique-global.html>.

⁷ « Guerre en Ukraine : 150 militaires prisonniers échangés dans chaque camp avec la Russie ». *Le Parisien* [en ligne], 05/02/2025 [consulté le 27/02/2025]. Disponible sur : <https://www.leparisien.fr/international/guerre-en-ukraine-150-militaires-prisonniers-echanges-dans-chaque-camp-avec-la-russie-05-02-2025-YLV4MMO6YRFH3G4IAXRK7RSM2I.php>.

⁸ « Je remercie nos partenaires, en particulier les Émirats arabes unis. » écrivait Volodymyr Zelensky sur le réseau social X. « Les Émirats arabes unis ont assuré une médiation humanitaire pour le retour de captivité des militaires russes », qui « se trouvent actuellement au Bélarus » écrivait le ministère russe de la Défense sur Telegram.

⁹ Cet entretien a eu lieu en octobre 2024 à Moscou pour la dernière fois.

¹⁰ Cet entretien a eu lieu en février 2025 à Abou Dhabi pour la dernière fois.

Cependant les ambitions géopolitiques des ÉAU pourraient être mises en péril par l'ingérence des États-Unis en la personne de Donald Trump qui promettait de mettre fin au conflit en « 24 heures »¹¹ lors de sa campagne. Deux mois après son investiture, bien que le conflit se poursuive, sa volonté d'y négocier une issue rapide reste claire, et pourrait éclipser le rôle d'intermédiaire des ÉAU et ses qualités diplomatiques.

La fin du conflit pourrait aussi signifier le retour des hydrocarbures russes sur le marché européen et donc une concurrence pour les Émirats Arabes Unis. En effet les ÉAU ont bénéficié de l'augmentation des prix du pétrole et de la reconfiguration des marchés énergétiques provoquées par le conflit russo-ukrainien. Avant la guerre, 70 à 80 % du pétrole du Golfe était exporté vers l'Asie, tandis que la Russie fournissait l'Europe. Or, les sanctions contre Moscou ont contraint l'Europe à se tourner vers les producteurs du Golfe, à qui s'ouvrent de nouveaux marchés plus lucratifs. En 2022, les livraisons de brut des pays du Golfe ont augmenté de 12,7 % sur un an, surpassant la moyenne mondiale de 8,5 %. Cette hausse s'explique notamment par la capacité des clients européens, disposant d'un pouvoir d'achat élevé, à payer davantage pour s'approvisionner en pétrole, surtout dans un contexte de sanctions limitant les sources traditionnelles d'approvisionnement.

En somme, l'engagement des Émirats arabes unis dans la médiation des échanges de prisonniers entre l'Ukraine et la Russie démontre une habileté à se positionner comme un acteur diplomatique influent, conciliant pragmatisme et modération. Toutefois, cette position pourrait être fragilisée par l'action de Donald Trump, qui cherche à mettre un terme au conflit le plus vite possible. Dans ce contexte, Abu Dhabi se retrouve à devoir jongler habilement entre ses intérêts économiques, géopolitiques et son rôle de médiateur afin de maintenir sa position stratégique, tout en répondant aux défis qui pèsent sur leur diplomatie.

¹¹ COUTANSAIS, Amaury « Donald Trump donne 100 jours à son émissaire pour mettre fin à la guerre en Ukraine ». *Le Figaro* [en ligne], 24/01/2025 [consulté le 28/03/2025]. Disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/international/donald-trump-donne-100-jours-a-son-emissaire-pour-mettre-fin-a-la-guerre-en-ukraine-20250122>